



Compte tenu de la situation exceptionnelle, les unions régionales Ile-de-France (URIF) CGT FO FSU Solidaires réunies vendredi 25 janvier appellent à construire la mobilisation sur des revendications communes avec toutes celles et ceux qui luttent aujourd'hui. Il y a urgence, à faire grandir le mouvement social pour plus de justice sociale et fiscale.

Les URIF condamnent et s'opposent fermement à la loi « anticasseurs » qui vise ni plus ni moins à abolir la liberté de se réunir et de manifester, droits fondamentaux acquis de haute lutte.

Les URIF réaffirment que le « *grand débat national* » ouvert par l'exécutif en réponse à la crise des « gilets jaunes » ne vise en réalité qu'à légitimer la politique de casse sociale que le gouvernement voudrait voir aboutir en matière de services publics, d'assurance-chômage ou de retraite par points. En ce sens, les organisations syndicales n'ont pas à participer, ni de près, ni de loin, à ce « *grand débat national* ».

Au moment où les actionnaires des entreprises du CAC 40 se voient verser en 2018 le montant record de 57,4 milliards €, où les entreprises bénéficient de 40 milliards € au titre du crédit impôt compétitivité emploi (CICE) et où l'évasion fiscale est évaluée entre 80 à 100 milliards €, l'heure est plus que jamais à la riposte interprofessionnelle pour obliger le gouvernement et le patronat à répondre à l'urgence sociale :

- **Arrêt de la répression policière – NON à la loi « anticasseurs »**
- **Hausse immédiate du SMIC à 1800€, et des grilles de salaires**
- **Augmentation générale des salaires et des pensions**
- **Revalorisation du point d'indice pour les fonctionnaires**
- **Réindexation des salaires, des pensions et des retraites sur le coût de la vie**
- **Développement de tous les services publics sur tous les territoires**
- **Retour à la retraite à 60 ans et abandon de toute réforme de retraite par points**
- **Abandon de toutes les réformes concernant les lycéens et les étudiants dont l'augmentation des frais d'inscription pour les étudiants étrangers hors UE**
- **Abrogation des réformes qui détricotent le droit du travail et la protection des salariés (Lois « Rebsamen », « El Khomri », ordonnances « Macron »...)**

Constatant que les fonctionnaires, les agents de la sécurité sociale, les retraité.e.s... rentrent dans l'action, les URIF considèrent que c'est le moment d'appeler tous ensemble les salarié.e.s du public et du privé à se réunir en assemblées générales, à décider de tous les moyens d'action en leur possession pour obtenir satisfaction sur les revendications (arrêt de travail, grève, blocage ...), à participer à la manifestation parisienne, mardi 5 février, et à discuter des suites à donner pour construire la riposte dans la durée.

TOUS DANS LA RUE – MARDI 5 FÉVRIER
14H – HÔTEL DE VILLE DE PARIS